



## MAITRISER LE DRAGON

Michel FOUQUIN\*

---

TEXTILE, JOUETS, ÉLECTRONIQUE GRAND PUBLIC et, depuis peu, informatique, la Chine fait une entrée fracassante dans le commerce mondial. Non seulement elle conquière chaque jour de nouveaux marchés, mais, de plus, elle amasse des montants records de devises qui en font le premier détenteur mondial de réserves financières officielles. Mais la Chine c'est aussi, pour l'essentiel, un pays pauvre : près de la moitié de la population chinoise vit encore avec moins de deux dollars par jour. Le dualisme classique, dans les pays en développement- peut à la fois se révéler une faiblesse redoutable par la fracture qui s'introduit dans les économies ou une arme tout aussi redoutable dans la compétition mondiale dans la mesure où le secteur « arriéré » fournit une armée de réserve à la partie moderne de l'économie.

Comme tous les nouveaux convertis qui adoptent avec enthousiasme les idées de l'économie de marché, la Chine et les Chinois en font une lecture très réductrice voire caricaturale. Le mélange de régime autoritaire et de système capitaliste produit ici un mélange explosif. L'accusation de passager clandestin, terme cher aux économistes qui désignent ainsi le pays qui profite d'un système économique ouvert sans en supporter les coûts, c'est-à-dire la réciprocité et le respect de certaines règles du jeu, pèse de plus en plus sur ce pays.

Ce n'est à vrai dire pas le premier cas dans l'histoire économique du monde. Le Japon, en son temps, a fait l'objet d'accusations similaires. Il a su mobiliser toutes ses ressources pour acquérir en un temps record une place éminente dans l'économie mondiale : jusqu'en 1985, monnaie sous-évaluée, prêts bancaires généreux, salaires faibles, dualisme de l'économie, contrôle masqué des importations, promotion des exportations et exclusion des entreprises étrangères du territoire ont été quelques-uns des ingrédients du « miracle » japonais. Le point faible de ce système c'est que les banques prêtaient à des entreprises à des taux faibles, pour des rendements faibles ce qui autorisait des comportements de surinvestissement systématique et par voie de conséquence une compétition par les prix au couteau

pour les parts de marché dont les partenaires du Japon ont fait les frais. D'où des crises commerciales internationales à répétition qui se traduisaient par la mise en place de quotas limitant quantitativement les exportations japonaises, notamment de textile dans les années soixante, de téléviseurs dans les années soixante-dix et d'automobiles dans les années quatre-vingt. Depuis les années quatre-vingt-dix le Japon est entré dans une phase d'ajustement radical de son économie : le Yen s'est considérablement apprécié depuis 1985 (de 250 Yens pour un dollar à 116 Yens en 2006), les salaires ont également considérablement augmentés jusqu'à égaler ceux des autres pays développés, le dualisme de l'économie s'est atténué, enfin le système financier a été réformé en profondeur ce qui s'est traduit par une stagnation économique d'une décennie. Aujourd'hui, même si quelques problèmes subsistent, le Japon n'inquiète plus personne, à tel point d'ailleurs que l'Europe envisage de signer un accord de libre échange avec le Japon.

Les mêmes ingrédients se retrouvent à l'œuvre dans le cas de la Chine, et la question n'est pas de stopper la Chine mais de la maîtriser, de lui enseigner les règles du jeu. L'enjeu cette fois-ci est cependant encore plus vital que dans le cas du Japon pour trois raisons essentielles :

En premier lieu, la taille bien entendu : si l'on est un tant soit peu dialecticien, on sait que le quantitatif finit par générer des ruptures qualitatives. Cela étant dit il faut éviter les réactions paranoïaques. Les économies dominantes ne le sont pas nécessairement au détriment des autres. Ainsi au sein de l'Europe les petits pays comme le Luxembourg, l'Irlande ou la Slovénie s'en tirent mieux que les grands pays dominants comme l'Allemagne ou la France. De même les Etats-Unis, qui ont largement dominé l'économie mondiale après la Seconde Guerre mondiale, ont aussi permis aux économies japonaise et européennes de refaire leur retard. Mais la taille importe si le pays en question ne joue pas le jeu de la réciprocité des avantages de l'ouverture économique. En particulier le système financier chinois continue de financer de multiples investissements sans doute souvent non rentables ce qui se traduit par des taux d'investissement surréalistes dépassant, depuis dix ans, 40% de son Produit Intérieur Brut, là où les pays développés investissent moins de 20% ! La Corée du Sud, champion de la croissance en son temps, n'a jamais atteint les taux d'investissement chinois. A chaque fois qu'elle a dépassé le seuil des 35% elle a connu une grave crise économique (1980 et 1998). Le surinvestissement se traduit inévitablement soit par des ventes à perte c'est à dire à des prix de dumping, soit à des faillites ce qui est rarement le cas en Chine, où la loi des faillites, caractéristique

essentielle des vraies économies de marché, n'existe pas. Il en résulte une concurrence déloyale pour les partenaires de la Chine.

La taille importe aussi par le fait que désormais les travailleurs chinois entrent dans la compétition internationale, or la réserve de main-d'œuvre apparaît quasiment inépuisable, à tel point que certains estiment que les salaires des travailleurs chinois ne peuvent pas, avant longtemps, s'améliorer substantiellement. Il y aurait un risque de concurrence par le bas sur les salaires. La réalité est plus complexe : on constate qu'il y a déjà des pénuries de travailleurs qualifiés en Chine, on constate aussi que les chinois investissent dans leur formation, on constate enfin que le coût de la vie s'élève dans les zones côtières du fait notamment du manque de logements. Par ailleurs on a remarqué que la consommation des ménages tout en occupant une place trop faible dans le PIB ne s'accroît pas moins à un rythme de 6 à 7% par an en termes réels, certes c'est moins que la croissance globale de l'économie qui est proche de 10% par an, mais cela indique cependant une amélioration réelle des niveaux de vie. Le véritable problème c'est que cette amélioration est très inégale entre les zones rurales et les zones urbaines ce qui introduit une pression démographique forte de l'exode des populations des campagnes vers les villes, et des provinces de l'intérieur vers les provinces côtières. La progression des salaires est sensible même s'il est vrai que le niveau de départ étant extrêmement faible il reste beaucoup de chemin à faire.

En deuxième lieu, la direction du PC : on a pu contester le caractère réellement démocratique du système japonais avec un parti dominant sans partage pendant plus de trente années, il n'en reste pas moins qu'il y a un océan entre les deux régimes chinois et japonais. L'opposition, la presse, sont fondamentalement libres au Japon, et, par exemple, le mouvement pacifiste, y compris le parti communiste japonais -qui demeure un parti important-, s'est toujours opposé avec succès à la remilitarisation du Japon etc. En Chine les limitations des droits de l'homme sont très nombreuses. Les conditions d'exploitation de la main-d'œuvre sont aussi souvent en contradiction avec les engagements internationaux de la Chine. Enfin même, les entreprises étrangères, comme dans le cas de Google le géant américain de l'internet se voient imposer une censure sous contrôle du gouvernement Chinois. Cette omnipotence du gouvernement s'exerce également dans le domaine économique où il est toujours difficile de connaître la réalité des activités des entreprises chinoises ou pire encore de connaître les véritables propriétaires. Plus inquiétant pour l'avenir c'est l'apparition récente d'un patriotisme économique à la chinoise. En effet un

certain nombre d'incidents sont apparus cette année qui opposent les industriels chinois aux étrangers. Le cas de Danone est exemplaire : une joint venture créée par Danone avait permis d'établir une marque d'eau chinoise sur le marché intérieur. Tout se passait bien jusqu'à ce que Danone découvre que son partenaire avait établi son propre réseau de distribution de l'eau. La plainte de Danone provoqua la colère de son partenaire chinois, à la suite de quoi un contrôle inopiné découvrait que l'eau d'évian distribuée par ailleurs par Danone ne respectait pas les normes sanitaires chinoises. Le dossier n'est pas clos mais la mauvaise foi du partenaire chinois paraît si bien établie qu'il sera difficile aux autorités chinoises de ne pas trancher en faveur de Danone.

Plus récemment et plus généralement, le gouvernement chinois a décidé de soumettre les investissements étrangers à des contrôles d'opportunité plus stricts, ce qui a pour conséquence entre autres de rendre de plus en plus difficile le rachat d'entreprises chinoises par des investisseurs étrangers ou encore de protéger des producteurs chinois de concurrents étrangers, cela a aussi pour but d'inciter les entreprises étrangères à s'installer dans les provinces de l'intérieur. Les changements d'orientation politique qui peuvent être brutaux ajoutent donc un degré d'incertitude.

L'absence de tuteur : le Japon, on le sait, a été et reste encore sous la tutelle stratégique des Etats-Unis qui sont les garants de l'indépendance du Japon face à la Chine. Les Etats-Unis conservent une très forte influence sur la politique extérieure du Japon.

L'influence des États-Unis dans le domaine économique était aussi forte quoique que d'une nature différente. Les États-Unis ont incité le Japon à réformer ses structures industrielles en démantelant les fameux « Zaibatsu » supposés responsables pour partie de la guerre dans le Pacifique et également à leur faire adopter le principe de l'ouverture commerciale du pays. En revanche ils n'ont su que bien tardivement contraindre le Japon à réformer son système financier et à faire accepter aux Japonais le principe de réciprocité dans l'ouverture du capital des entreprises japonaises aux capitaux étrangers. Il devenait en effet de plus en plus difficile de permettre aux investisseurs japonais de racheter à grande échelle des entreprises américaines sans que la réciprocité ne soit possible. La part des entreprises sous le contrôle de capitaux étrangers dans la production industrielle japonaise ne dépassait pas 4% contre 15% ou plus aux Etats-Unis.

Ce n'est évidemment pas le cas de la Chine, qui, pas plus sur le plan politique qu'économique, n'accepte de se voir imposer quelque politique que ce soit. Depuis sa rupture avec l'URSS au tournant des années soixante, la Chine a affirmé avec une extrême vigueur et à de multiples reprises sa volonté d'indépendance totale. Que ce soit sur la question de Taïwan ou du Tibet ou de sa frontière avec l'Inde ou l'URSS, ou encore du Vietnam, la Chine n'a pas hésité à recourir à la manière forte, d'ailleurs pas toujours avec le succès attendu. A plusieurs reprises ce sont même les Etats-Unis qui ont du reculer face à la Chine. On se souvient des reculades de Carter ou de Clinton sur les questions de droits de l'homme par exemple. La Chine dispose notamment, il est vrai, d'arguments économiques de poids, tels que l'accès à son marché. Jusqu'au drame du 11 septembre le gouvernement américain considérait la Chine comme leur « adversaire stratégique », depuis la Chine est devenue un « partenaire stratégique », le changement de statut pour la politique étrangère américaine est donc un pari sur l'évolution future de la Chine vers un partenariat responsable du monde, il y a certes encore du chemin à faire notamment sur le plan économique... Cependant dans à peu près tous les domaines, la Chine évolue dans le bon sens. Ainsi, par exemple, l'adhésion à l'OMC a-t-elle obligé la Chine à accepter de se soumettre à des règles qui sont beaucoup plus contraignantes pour les nouveaux adhérents que pour les anciens –comme l'Inde– qui bénéficiaient de très nombreuses exemptions ce qui n'est plus possible pour les nouveaux.

Dans le cas de la Chine ses positions vis à vis des entreprises étrangères sont inverses de celles du Japon. En effet la Chine, lorsqu'elle a décidé d'entreprendre la réforme de son économie, a tout d'abord été ouverte aux capitaux étrangers, ceci afin de permettre aux chinois de se familiariser avec les techniques et le management à l'occidentale, puis de créer progressivement leur propre capitalisme, inexistant jusqu'alors. L'apprentissage s'est avéré rapide, plus rapide qu'on ne s'y attendait semble-t-il.

D'autre part la Chine disposant désormais d'excédents financiers considérables, à un stade de développement bien plus précoce que celui où le Japon a commencé à en accumuler, se trouve confronté au problème de l'emploi de ces ressources qui lui posent de plus en plus de problèmes. A vrai le problème n'est pas tout à fait nouveau et bien d'autres économies émergentes ont déjà rencontré ce genre de problème et s'y sont brûlé les ailes ainsi le Mexique en 1994 ou la Thaïlande en 1997. Depuis lors ils semblent que les pays en excédent aient appris à gérer et à neutraliser leurs excédents financiers : ainsi la Russie ou les pays du Golfe mon-

trent une propension remarquable à placer leur fonds dans des fonds d'investissements internationaux capables de leur assurer certains avantages économiques et politiques, sans déstabiliser leur équilibre macro-économiques internes. Jusqu'à cette année le gouvernement chinois plaçait ces excédents en bons du trésor américains, mais ceux ci sont, comme on le sait, assez peu rentables, d'où l'idée d'adopter une gestion plus agressive de ces fonds. Ce n'est pas tout à fait nouveau en réalité comme on vient de s'en apercevoir lors de la crise actuelle dite des « subprimés », une banque chinoise vient en effet de révéler qu'elle détenait quelques milliards de dollars d'actifs dans ce secteur. Officiellement donc le gouvernement chinois vient de créer un fonds d'investissements doté de 250 milliards de dollars. L'une des difficultés rencontrée par les investisseurs chinois du continent tient à la méfiance des autorités américaines dans ce domaine et on a vu ces dernières interdire le rachat d'une société pétrolière américaine par une entreprise chinoise de l'énergie, pour des raisons dites stratégiques. Cela dit la Chine dispose d'autres moyens de pénétrer l'économie américaine comme le montre sa prise de participation à hauteur de 10% dans le capital du fonds d'investissement américain « Blackstone » ce qui lui donne une couverture américaine. Mais l'engagement financier chinois crée ainsi progressivement une dépendance mutuelle des deux économies et s'offre à son tour aux pressions éventuelles des États-Unis.

### **Se préparer au défi chinois**

Nul doute donc que l'émergence de la Chine soit un défi de première grandeur pour le monde. Cela dit, il faut comprendre le phénomène pour s'y adapter au mieux.

L'émergence de la Chine (*mutatis mutandis* de l'Inde) est fondamentalement une bonne chose pour le monde, elle est la preuve qu'un pays pauvre – très pauvre – peut progresser et réduire son retard par rapport aux pays les plus avancés. Imaginons simplement que le revenu moyen d'un habitant de la Chine devienne égal à celui de la moyenne mondiale, cela signifierait tout simplement que le poids économique de la Chine deviendrait égal à celui de sa population dans le monde soit 20 % du PIB mondial contre 5 % aujourd'hui (et 8% de part du commerce mondial), ce qui d'une part nous paraît une progression énorme et d'autre part une hypothèse relativement raisonnable que l'on peut envisager d'ici 2030.

Cela dit on peut s'interroger sur le soutien à long terme de la croissance chinoise qui suppose la poursuite des politiques de réforme. Depuis le début des réformes en 1978 en Chine, les experts se partagent entre les pessimistes et les optimistes. Les pessimistes soulignent à juste raison qu'il existe des divergences profondes au sein de l'appareil gouvernemental chinois comme au sein de la population. La difficulté pour évaluer la gravité de ces tensions tient à l'opacité du fonctionnement de la direction du PC et du gouvernement. On en est souvent réduit à étudier les affinités des personnages clefs du pays, à repérer les clans pour deviner à travers les carrières suivies par les uns et les autres la montée en puissance ou le déclin de tel ou tel clan. Cependant, le plus étonnant en fin de compte, c'est de constater qu'en dépit de toutes ces tensions les réformes économiques en Chine n'ont cessé de progresser et cela depuis 1978 c'est à dire depuis près de trente années. Une telle constance, même s'il y a eu des périodes de ralentissement ou d'accélération, nous indique qu'il y a bien une dynamique réformatrice forte au sein de ce parti. Il semble en particulier que, contrairement à bien d'autres partis communistes que le monde a connu, celui ci a démontré une grande capacité à accepter et à encourager l'esprit d'expérimentation et même le pragmatisme et cela depuis l'époque maoïste. Les épisodes de la révolution chinoise l'ont démontré à maintes reprises, la prudence ne paye pas en Chine, la survie de Deng tout au long de ces années en est la preuve flagrante.

La question la plus difficile est sans doute de savoir comment et combien de temps le Parti communiste chinois pourra-t-il se maintenir au pouvoir ? Ou quand est-ce que la démocratie s'établira en Chine ? L'exemple de Taiwan est peut être le plus parlant : pendant plus de trente cinq années Taiwan a été gouvernée sous le régime de la loi martiale, jusqu'à ce que le remplacement des générations, l'élévation du niveau de culture et de vie des habitants de l'île et la pression américaine en faveur de réformes démocratiques l'aient emporté. La difficulté pour la Chine continentale sera de voir émerger des partis politiques capables de prendre la succession du PC, à moins que ce ne soit le parti lui même qui accepte, en position de force, de se soumettre à la sanction des électeurs. La transition pacifique vers la démocratie est possible, elle deviendra de plus en plus nécessaire avec l'ouverture du pays à l'international qui met les chinois en contact avec le monde occidental.

Cela étant dit d'autres obstacles existent : un certain nombre de conditions que l'on peut classer en deux catégories : celles qui devront être prises par les partenaires de la Chine pour s'adapter à cette nouvelle réalité d'une part, l'adoption par la

Chine de politiques raisonnables et acceptables pour ses partenaires (le reste du monde si l'on veut) d'autre part.

Prenons l'exemple du textile-habillement, il est clair que nous savions depuis 10 ans – c'est à dire depuis les accords de Marrakech qui concluaient le fameux « Uruguay Round » – qu'il y aurait un problème le jour où les quotas à l'importation des pays développés seraient éliminés. L'accord laissait le choix du rythme de l'abolition des quotas entre les mains des pays protégés. Quelles mesures a-t-on pris dans les pays développés ? L'Europe, le Canada et les Etats-Unis ont tout fait pour retarder au maximum les échéances sur les produits les plus sensibles en ne levant ces quotas réellement contraignants qu'au tout dernier moment en 2005. Le résultat a été une poussée violente des exportations chinoises qui ont provoqué les hauts cris de industriels américains et européens qui ont obtenu le rétablissement partiel des quotas pour quelques produits particulièrement malmenés et pour deux ou trois ans.

Mais l'exemple du textile a montré aussi une autre réalité qui est le fait que les principales victimes de la concurrence chinoise sont en fait les pays en développement producteurs et exportateurs de textile. Parmi ceux-ci on trouve notamment des pays qui bénéficiaient de préférences commerciales pour l'accès au marché des pays développés. Il y a donc eu érosion des préférences. Cela a concerné tout d'abord, les pays d'Amérique centrale, le Mexique et les pays des caraïbes qui avaient un accord commercial avec les Etats-Unis (Caribbean Business Initiative). Ce qui incitait par ailleurs les industriels américains à investir dans ces pays pour délocaliser leur production. De même les pays tels que le Bangladesh, les pays méditerranéens du sud et les pays de l'ex-bloc soviétique avaient obtenu un accès libre aux marchés des pays européens, ce qui, là aussi, avait incité les industriels européens à investir dans ces pays et à participer à leur développement. En fin de compte ce sont ces pays en développement qui souffrent du choc du textile chinois, bien plus que l'Europe ou les Etats-Unis, tout simplement parce que les économies développées sont par nature beaucoup plus diversifiées et que de toute façon, à plus ou moins longue échéance, elles se savaient contraintes à la délocalisation de leurs activités ou à choisir d'autres activités. Les pays développés possèdent de plus une arme de poids qui est le contrôle de la distribution des produits textiles chez eux qui possèdent les marchés les plus riches...

Les problèmes du textile se retrouvent dans d'autres secteurs, comme, par exemple, l'électronique grand public, mais avec moins d'acuité, en partie du fait que ces secteurs étaient moins protégés initialement. En particulier l'industrie électronique européenne est depuis longtemps largement délocalisée hors d'Europe en Asie, ce qui a donc réduit l'impact négatif sur la production de l'Europe cependant que le consommateur bénéficiait de produits à prix réduits. Ce sont dans ce cas les autres pays d'Asie – le Japon, la Corée ou encore Taiwan – qui doivent céder leurs parts de marché à la Chine. Souvent ces pays accompagnent le mouvement en délocalisant leurs usines en Chine.

En revanche, ce qui est plus surprenant et anormal, c'est la chute brutale des prix à l'exportation chinois que l'on observe depuis le début du vingt-et-unième siècle : en bonne logique si la demande en volume d'un produit s'accroît brutalement le prix unitaire doit monter à moins d'imaginer qu'il y a des rendements d'échelle gigantesques quelque part. C'est impossible. L'explication on l'a déjà dit tient au surinvestissement chinois et donc aux surcapacités de production qui ont anticipé la nouvelle demande. Les banques chinoises ont prêté aux entrepreneurs chinois très au-delà du raisonnable et ceux-ci pour survivre vendent à n'importe quel prix, c'est à dire à perte. La tendance au surinvestissement est à l'origine de la crise asiatique de 1997-1998 qui avait épargné la Chine parce qu'elle maintenait un système financier complètement clos et donc à l'abri de toute contagion.

Les craintes des autres pays émergents se manifestent aussi aujourd'hui dans les négociations du cycle de Doha à l'OMC par le refus, par exemple, du Brésil et de l'Inde de baisser sensiblement leurs droits de douane sur leurs importations de produits industriels par peur de l'invasion des produits chinois et non tant par peur de la concurrence des produits des pays développés.

Le choc chinois était donc attendu (M. Fouquin, P. Morand « Chronique d'une tempête annoncée » **les échos** 27 décembre 2004), il a bien eu lieu, mais il est pour l'instant bien pire que prévu sur les prix. Du coup les Européens sont bien fondés à demander que des mesures soient prises. Notamment en termes de parité de la monnaie chinoise qui demeure pour l'essentiel liée au dollar même si un peu de flexibilité a été introduit depuis deux ans.

Le choc textile a été le précurseur d'autres chocs, car il est évident que la Chine apprend très vite et est capable d'investir de nouveaux secteurs avec la même force

de frappe : le crédit pas cher, les firmes multinationales, un marché intérieur de taille considérable. Dans tous les domaines on prévoit une montée en puissance de l'industrie chinoise. Pour que celle-ci ne devienne pas une source de déstabilisation de l'industrie mondiale il convient de jouer sur quatre facteurs : la réévaluation substantielle de la monnaie, le respect des engagements pris par le gouvernement de ce pays à l'OIT pour que les droits des travailleurs soient respectés, la réforme du système bancaire et, enfin, la protection de la propriété intellectuelle qui est l'atout maître des pays développés pour maintenir leur position dans le monde. Le protectionnisme se révélant être la ressource ultime de défense en cas de mauvaise volonté de la Chine.

Autre soucis donc pour le reste du monde c'est la capacité de la Chine à produire toute sortes de biens des plus simples au plus sophistiqués du vêtement aux fusées spatiales, de l'ail aux ordinateurs : il y aurait, selon certains, le risque que la Chine soit capable de tout produire à des prix très concurrentiels tellement concurrentiels qu'aucune autre industrie nationale ne pourrait y survivre c'est le syndrome de la « Chine usine du monde ». Cet argument ne tient pas pour deux raisons d'inégale force. D'une part la Chine a d'énormes besoins en matières premières dont elle ne dispose pas sur son territoire, il serait alors possible d'imaginer une division du travail entre elle et les pays riches en matières premières souvent des pays en développement. D'autre part toujours si l'on se réfère à l'expérience américaine de l'immédiat après-guerre ou à celle du Japon des années quatre vingt : les plus grands pays on toujours été à la fois exportateurs et importateurs de produits industriels. D'une façon ou d'une autre la Chine devra à terme exporter plus ou moins en proportion de ce qu'elle importe. Pour cela il faudra que ces coûts de production s'ajustent de façon à rééquilibrer sa balance extérieure.

La progression de la Chine provoque des tensions fortes sur la demande de matières premières. De fait, on sait que la croissance des pays émergents est particulièrement gourmande en énergie et en matières premières. Cela résulte d'une part de la structure de la demande elle même : les pays développés ont besoin de plus en plus de services et de moins en moins d'infrastructures contrairement donc aux pays émergents. D'autre part les pays émergents sont moins efficaces dans l'emploi de ces ressources que les pays développés.

C'est d'ailleurs le même phénomène qui va peser sur l'environnement, à partir de niveaux de pollution déjà extrêmement élevés, la croissance va avoir tendance à

aggraver encore la situation. Mais dans ce domaine on assiste à l'apparition d'une opinion publique en Chine même qui est capable de protester et de demander réparation. Autrefois de telles manifestations étaient impossibles, désormais la présence étrangère rend difficile l'étouffement de tels événements.

Un des moyens les plus sûrs de réduire les déséquilibres de la balance chinoise revient sans nul doute à laisser la monnaie chinoise s'apprécier. Certains économistes soutiennent cependant que l'appréciation de la monnaie chinoise n'aurait pas d'effet rééquilibrant. L'argument tient en deux parties. D'une part, on nous dit que les industries importatrices usent largement d'inputs importés dont le prix en cas d'appréciation baisserait ce qui limiterait donc la hausse des prix à l'exportation, cela suppose qu'il n'y a pas de substitution possible entre les inputs importés et la production locale ce qui sera de moins en moins vrai si ce n'est déjà faux. D'autre part l'avantage de prix chinois est tel que l'appréciation devrait être de très grande ampleur pour avoir un effet sensible.

Tout ceci nous montre en tout cas que tout le monde est d'accord pour reconnaître que la valeur de la monnaie chinoise est entièrement contrôlée par les autorités chinoises et donc que les mouvements de capitaux sont également sous contrôle. Autre argument, mais celui-là est employé par les autorités chinoises, et contredit les économistes cités plus haut : ils craignent qu'une réévaluation ne les obligent à des licenciements massifs dans certaines industries traditionnelles comme le textile (encore lui !). Si cela est vrai ça soulagerait d'autant les autres pays émergents qui ont du mal à soutenir la concurrence chinoise, ce qui serait pour le moins positif. Autre argument en faveur de l'appréciation de la monnaie qu'est le Yuan c'est que celui-ci de toutes façons rendra l'investissement international plus onéreux, que ce soit du fait du prix d'achat des terrains et des bâtiments nécessaires, que ce soit du fait que le coût de la main d'œuvre exprimée en dollars sera de ce fait plus cher notamment par rapport aux pays plus pauvres que la Chine.

« Last but not least », la montée en puissance de la Chine lui a permis de développer une véritable diplomatie économique régionale et mondiale. En effet elle s'est engagée dans des négociations en vue de la création d'une zone de libre échange avec les pays de l'ASEAN. Cette initiative fait de la Chine un leader régional incontournable en même temps que cela conduit à pacifier les relations avec ces pays proches. Cette initiative pousse le Japon à suivre la voie chinoise et devrait permettre à long terme la création d'un pôle asiatique de l'économie mondiale.

L'autre angle d'attaque de la diplomatie chinoise concerne l'Afrique et notamment les pays pétroliers d'Afrique. Le souci de sécuriser ses approvisionnements en matières premières conduit ainsi la Chine à s'implanter en Afrique notamment dans les pays qui font l'objet de critique de la part de l'occident pour leur comportement anti-humanitaire. Mêmes causes mêmes effets, la Chine s'intéresse de plus en plus à l'Amérique Latine riche en ressources agricoles et minières.

La concurrence risque donc de devenir extrêmement vive entre les pays développés et la Chine pour le contrôle des sources de matières premières stratégiques. Il y a, là, un facteur de conflit objectif. Le rapprochement actuel entre Russes et Chinois n'a pas d'autres mobiles. La Russie souhaite reprendre une place de choix dans le monde et compte bien se servir de l'arme énergétique. Après deux décennies de recul tout azimut face aux démocraties occidentales elle réaffirme parfois brutalement ses ambitions notamment en re-nationalisant ses ressources minières qui intéressent tant la Chine. L'incapacité de la Russie à produire des biens industriels de grande consommation s'accommoderait bien de se fournir en Chine qui a besoin de sécuriser son accès aux ressources russes.

Nous n'avons fait ici qu'esquisser les nouveaux rapports de force qui se dessinent dans le monde sous la poussée de la Chine. Il convient d'ajouter que la Chine n'est pas seule à vouloir se faire une place au soleil: il y a aussi la Russie comme on vient de le dire mais aussi bien sur l'Inde et le Brésil pour ne mentionner que quelques pays parmi les plus grands qui redessinent de manière décisive le monde de demain.

\* Directeur adjoint du CEPPI et Professeur Associé à Paris I, où il enseigne la Stratégie internationale des firmes et les Relations Euro-Africaines. Il est membre du Conseil scientifique de la Maison Franco-Japonaise. Il est en outre Administrateur délégué du Club du CEPPI.